

REPUBLICQUE DU BENIN

ARRETE INTERMINISTERIEL

ANNEE 1999 N° 17 MMEH/ MF / MISAT/DC/SG/  
CTMH/CTJ/DM/DLC

-----  
MINISTERE DES MINES, DE

L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA  
SECURITE ET DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE  
-----

PORTANT MODALITES DE RECouvreMENT  
DES REDEVANCES PROPORTIONNELLES ET  
SUPERFICIAIRES SUR DES SUBSTANCES  
DE CARRIERES

- *LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE ;*
- *LE MINISTRE DES FINANCES ;*
- *LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE ET DE  
L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ;*

VU : La Loi N°90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la  
République du Bénin,

VU : La Proclamation le 1er Avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des  
résultats définitifs de l'Election Présidentielle du 18 Mars 1996,

VU : La Loi N° 64-35 du 31 Décembre 1964 et l'Ordonnance  
N° 2 /PR/MFAE du 10 Janvier 1966 portant Code Général des  
Impôts et les Lois de Finances qui l'ont modifié,

VU : La loi N° 83 -003 du 17 Mai 1983 portant Code Minier de la

République Populaire du Bénin,

- VU : La loi N° 83 -004 du 17 Mai 1983 portant Fiscalités Minières en République Populaire du Bénin,
- VU : La Décision - Loi N° 89-007 du 20 Avril 1989 chargeant la Direction des Impôts du recouvrement des impôts, droits et taxes et portant création des Recettes des Impôts,
- VU : Le Décret N° 89-296 du 28 Juillet 1989 portant règlement d'application du Code Minier et Fiscalités Minières,
- VU : Le Décret 96-402 du 18 Septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères,
- VU : Le Décret N° 96-615 du 31 Décembre 1996 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique,
- VU : Le Décret N° 97-176 du 21 Avril 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale,
- VU : Le Décret N° 97-270 du 09 Juin 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances,

- VU : Le Décret N° 98-280 du 12 Juillet 1998 portant Composition du Gouvernement,
- VU : L'arrêté N° 22/MMEH/DC/DRFM/DM/SA du 31 octobre 1996 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction des Mines,
- VU : Le procès - verbal des séances de travail des 12 et 25 Novembre, 9 et 23 Décembre 1998 entre les représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale et du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ;

### A R R E T E N T

Article 1<sup>er</sup> : Conformément aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14 et 15 de la Loi N° 83-004 du 17 Mai 1983 portant fiscalités minières en République du Bénin, des redevances proportionnelles et des redevances superficielles sont perçues sur les substances de carrières.

Article 2 : Les exploitants de carrière sont tenus de souscrire auprès du Service des Impôts du lieu du périmètre de la carrière avant les 10 Mars, 10 Juin, 10 Septembre et 10 Décembre de chaque année et au titre du trimestre, une déclaration de la redevance proportionnelle.

Cette déclaration qui est établie sur l'imprimé type du bordereau de versement d'impôt doit comporter les éléments suivants :

- la quantité de substance produite au cours de la période ;
- le prix unitaire ;
- le rapport d'activités ;
- le montant de la redevance.

**Article 3** : A la fin de chaque année et au plus tard le 10 Mars de l'année suivante, une déclaration des redevances proportionnelles et des redevances superficielles est souscrite dans les mêmes formes que la déclaration trimestrielle par les exploitants de carrière.

La déclaration annuelle est accompagnée :

- du rapport d'activité ;
- d'une copie du permis d'exploitation et
- du solde de la redevance proportionnelle.

**Article 4** : Les acomptes de la redevance superficielle doivent être acquittés dans les conditions suivantes :

- 35 % à fin Janvier ;
- 35 % à fin Mars ;
- le solde à fin Juin.

**Article 5** : Une pénalité de 20 % des droits dus est appliquée lorsque la déclaration accompagnée du versement de la redevance proportionnelle est souscrite hors délai.

Une majoration pour paiement tardif égale à 10 % du montant des sommes dont le versement est différé, est appliquée lorsque la déclaration est souscrite dans les délais mais non accompagnée du versement des droits correspondants ou lorsque les échéances des redevances superficielles ne sont pas respectées.

Une majoration supplémentaire de 10 % est appliquée lorsque le retard de paiement excède 30 Jours.

Le contrôle des déclarations des redevances visées par le présent arrêté se fera conformément aux dispositions du Code Général des Impôts.

✓ **Article 6 :** Pour les exploitants de carrière non encore organisés pour la tenue d'une comptabilité régulière de leurs activités, les redevances proportionnelles sont perçues au poste de contrôle installé à cet effet par les agents collecteurs des collectivités locales à chaque passage de camion chargé de substances de carrières.

Toute redevance perçue doit faire l'objet de délivrance d'un récépissé issu d'un carnet à souche et reversée intégralement au Service local des Impôts au plus tard le lendemain.

**Article 7 :** Un compte est ouvert dans les écritures du Trésor Public au nom de l'Administration des Mines.

**Article 8 :** Les produits des redevances proportionnelles et des redevances superficielles sont versés par décade au poste comptable du Trésor par le Service des Impôts chargé de leur recouvrement. Un état mensuel des recouvrements sera communiqué à l'Administration des Mines par le Service des Impôts.

**Article 9 :** Les redevances encaissées par le Trésor Public doivent être réparties, conformément aux dispositions de l'article 65 du Décret N° 89-296 du 28 Juillet

1989, portant règlement d'application du Code Minier et Fiscalités Minières dans les proportions suivantes :

- Budget National 40 %
- Administration des Mines 30 %
- Collectivités Locales 30 %

**Article 10 :** A la fin de chaque mois, le Trésor Public est tenu de reverser les redevances encaissées aux différentes structures bénéficiaires, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent Arrêté.

**Article 11 :** Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet pour compter de sa date de signature et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 22 FEV. 1999

Le Ministre des Mines, de  
l'Energie et de l'Hydraulique



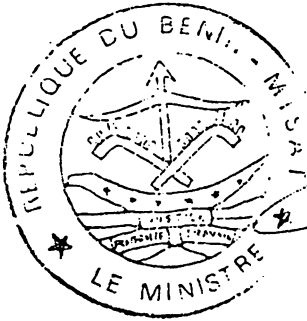
Félix Essou DANSOU

Le Ministre des Finances



Abdoulave BIO-TCHANE

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité  
et de l'Administration Territoriale



Daniel TAWEMA

AMPLIATIONS : ORIGINAL : 1 - PR : 1 - A.N. : 1 - MMEH : 5 - MF : 5 -  
MISAT : 5 - AUTRES MINISTERES : 17 - DM : 2 - OBRGM : 2 -  
PREFECTURES : 24 - C.U. & SOUS-PREFECTURES : 77 - EXPLOITANTS :  
60 - TRANSPORTEURS : 100 - DGBM. : 2 - DGTC : 2 - DGID. : 2 - DCF : 2 -  
DGAT : 2 - J.O.R. B. 1.